

REPUBLIQUE FRANCAISE
EXTRAIT DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DES ORMES
SEANCE DU 12 MAI 2014

Nombre de membres afférents au CM:19

Nombres de membres en exercice:19

Qui ont pris part à la délibération: 17

Date de la convocation 7 mai 2014

Date d'affichage et de transmission en Sous-Préfecture le 14 mai 2014

L'an deux mil quatorze le **12 mai à 20 heures 30**, le Conseil Municipal des ORMES, régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Béatrice FONTAINE Maire des ORMES

Présents :

Mesdames BENITO Patricia, CURIEN Véronique, FONTAINE Béatrice, MOREVE Nathalie, PUGLIA Catherine, ROUSSEL Karine, SAVOURIN Marie-France, TERRIEN Hélène.

Messieurs BODIN Serge, BRUNEAU Jean-Marie, FERRAND Georges, GIVELET Eric, MORTREUIL Dominique, MULTON Fabien ROUGET Vincent, SABOURIN Jacques TABUTAUD François,

Absentes: excusées: PEIGNAUX Corine, BRARD Béatrice

A été élue Secrétaire Patricia BENITO

Objet de la délibération :

2014/37

AUTORISATION D'ESTER EN JUSTICE

Madame le Maire rappelle au Conseil la délibération n°2014/02 décidant d'intenter une action en justice concernant les travaux de restructuration de l'ancien crédit agricole en bibliothèque municipale, relais d'assistants maternels et agence postale communale.

Une première action a été menée par la Scp d'avocats CHATEAU BUFFET concernant les problèmes d'infiltrations. Un référé a d'ailleurs été enregistré le 24 mars 2014 auprès du tribunal administratif de Poitiers.

Cependant, Madame le Maire informe le Conseil que la délibération du 10 février 2014 (2014/02) ne fait pas état dans le détail de deux autres dommages.

- *Le 19 septembre 2012, l'entreprise EPC est intervenue dans le cadre de la levée des réserves de parfait achèvement et à cette occasion a endommagé une partie du mobilier de bureau. Une mise en demeure de remise en état a été adressée à l'entreprise EPC, mais celle-ci est restée sans suite.*
- *Depuis la mise en service du bâtiment, la chaudière présente des dysfonctionnements. Les employés municipaux et l'entreprise de maintenance, interviennent régulièrement, procédant à des remises en service, réparations et changements de pièces, ce qui est inadmissible.*

En conséquence, Madame le Maire demande au Conseil, délégation pour intenter, au nom de la Commune, une action en justice.

Après en avoir délibéré et conformément aux articles L 2122-22 et L 2132-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal à l'unanimité, autorise Madame le Maire à ester en justice en demande.

*Pour extrait conforme
Aux Ormes le 13 mai
Le Maire,
Béatrice FONTAINE*